

problèmes de pays comme l'Éthiopie, El Salvador ou Haïti sont largement attribuables à la dégradation de l'environnement.

La désertification s'accroît de façon dramatique dans le tiers-monde. En Inde, les zones boisées, qui couvraient la moitié du pays il y a soixante-quinze ans n'en représentent plus que 14 p. 100 aujourd'hui; en Éthiopie, la forêt ne couvre plus qu'un pour cent du territoire, comparativement à 30 p. 100 il y a quarante ans. Naturellement, ce phénomène est accéléré par les politiques encourageant les citoyens à coloniser les forêts et à déboiser pour améliorer la production agricole, comme au Brésil, en particulier. Contre cette tendance, le reboisement est nettement insuffisant. Le nombre d'arbres plantés équivaut à 10 p. 100 des arbres coupés dans le tiers-monde, et les programmes de compensation prévus sont trop timides. Même les pays industrialisés, dont le Canada, ne replantent pas assez et peuvent difficilement aller prêcher la vertu à l'Indonésie ou au Brésil à cet égard.

La situation de l'eau potable n'est guère meilleure. La consommation d'eau potable a doublé depuis 1940, et certaines rivières pourraient devenir les enjeux importants de conflits entre voisins. Pensons au Nil ou au Gange, par exemple.

Le processus de réchauffement de l'atmosphère ne pourra jamais être inversé. Tout ce que nous pouvons espérer faire, c'est de le ralentir, ou peut-être de stabiliser la situation à long terme, si les gouvernements agissent immédiatement. Le premier pas dans cette direction doit être la ratification de la convention de Montréal, qui a pour objectif de mettre un terme à la production des CFC d'ici l'an 2000, ce qui pourrait réduire le réchauffement de 15 p. 100. Aussi, il faudra, comme l'ont mentionné les participants à la conférence de Toronto, avoir ramené en 2005 à 80 p. 100 du niveau de 1988 les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion de carburants fossiles dans le monde industrialisé. M. MacNeill a proposé d'obliger les compagnies pétrolières et les compagnies d'électricité à reboiser pour compenser les effets de leurs activités sur l'environnement. Un fonds international de l'atmosphère pourrait être approvisionné grâce à une taxe sur la consommation de carburants fossiles dans les pays industrialisés. Enfin, les gouvernements devraient s'abstenir de subventionner l'exploitation des carburants fossiles et s'intéresser plutôt à d'autres types d'énergie.